



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

Le Hezbollah : de ses origines à son implication en Syrie

Par Camille Klein et Alexis Benlarbi - De Carvalho

Rédacteurs au sein de la Délégation Proche & Moyen-Orient des Ambassadeurs de la Jeunesse

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Comment citer cette publication :

Camille Klein, Alexis Benlarbi - De Carvalho,
« Le Hezbollah : de ses origines à son implication en Syrie », Ambassadeurs de
la Jeunesse, 28 mai 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Sommaire

Introduction - p. 2

Le « parti de Dieu » : entre résistance et terrorisme - p. 4

L'émergence du Hezbollah en tant que « parti nationaliste libanais
indépendant » - p. 9

Le Hezbollah : un groupe terroriste djihadiste en puissance ? - p. 10

Un « Hezbollah-Providence » à défaut d'un Etat-providence au Sud-Liban ?
- p. 13

Le Hezbollah en Syrie : soutien vital pour un régime en péril - p. 14

Les véritables objectifs du Hezbollah en Syrie - p. 18

Conclusion - p. 21

La guerre civile syrienne débute au mois de mars 2011 après de multiples bains de sang dans les différentes grandes villes du pays comme Alep, Damas et Homs. Ce qui se présentait comme un soulèvement populaire contre le dirigeant syrien Bashar Al-Assad, dans le sillage des autres révoltes du « printemps arabe », tourne rapidement à l'affrontement armé entre les loyalistes et les différentes factions opposées au régime. Dès juillet 2011, les premiers combats éclatent. Rapidement la révolte armée prend de l'ampleur et les troupes de l'armée arabe syrienne sont dépassées par ces rebelles, qui forment le 29 juillet 2011 l'armée syrienne libre (ASL). Forte de commandants et soldats déserteurs de l'armée syrienne, l'ASL reçoit dès lors les soutiens de la majorité des pays occidentaux, mis à part de la Russie. Ses troupes, soutenues militairement par les pays occidentaux (majoritairement les USA, la France et le Royaume-Uni), livrent une résistance inattendue au régime d'Al-Assad.

En mars 2012 est lancé par Kofi Annan¹ et avec le support de la ligue Arabe, un plan de paix afin de mettre un terme au conflit qui semble s'enliser. Pourtant, un cessez-le feu avait été convenu quelques mois auparavant afin d'accorder un répit aux civils et permettre les évacuations de blessés et de malades. Le massacre de Houla, ville située au nord-ouest de d'Homs, le 25 mai 2012, perpétré par le régime et causant la mort de 108 civils, entraîna le gel des négociations de paix entre les différents protagonistes. Le 1^{er} juin, le président Bachar Al-Assad promettait d'écraser le soulèvement anti-gouvernemental. Le pays sombre progressivement dans le chaos.

Toutefois, le gouvernement syrien peut compter sur ses alliés. Même s'il paraît affaibli par ces années de guerre et les sanctions des pays occidentaux, le régime syrien peut s'appuyer sur la Russie (impliquée militairement depuis 2015) et l'Iran, qui a toujours soutenu Bashar Al-Assad. C'est pourtant une autre force pro-régime qui retient notre attention, un groupe paramilitaire né en 1982 et qui se fait appeler le parti de Dieu : le Hezbollah. Cette organisation, qualifiée de terroriste en occident et de groupe de résistance dans de nombreux pays arabes, a vu son implication dans le conflit syrien influencer sur le cours de la guerre. Dès 2012-2013, l'envoi en nombre de soldats du Hezbollah sur le territoire syrien apparaît pour Hassan Nasrallah² comme vital pour la survie du parti, mais aussi pour protéger le Liban des groupes djihadistes qui commençaient à occuper une très vaste partie du territoire syrien, tournant également leurs regards vers le Liban.

¹ Ancien Secrétaire général de l'ONU de 1997 à 2006.

² Hassan Nasrallah est le secrétaire général du Hezbollah depuis 1992. C'est sous son mandat que l'organisation chiite est désignée terroriste par les USA, l'UE et Israël. Russes et chinois quant à eux refusent cette qualification.

Afin de comprendre l'implication du Hezbollah en Syrie ainsi que son rôle dans les combats menés par le régime, notre analyse portera sur trois axes. Le premier concernera les actions du Hezbollah de la guerre civile libanaise à son implication dans la guerre syrienne. Le second point de cette analyse se traduira par une étude des combats et actions menés par le groupe libanais en Syrie, avant de détailler les réels objectifs de cette implication dans le conflit syrien.



Le « parti de Dieu » : entre résistance et terrorisme

Le 6 juin 1982, l'opération « Paix en Galilée » est lancée par l'armée israélienne qui veut mettre un terme aux tirs de roquettes des partisans de l'Organisation de Libération de la Palestine (ci-après « OLP »)³ sur les villes du nord d'Israël. Officiellement, cette invasion du Sud-Liban avait pour but de stopper les agissements des membres de l'OLP. L'opération a été lancée en représailles à l'assassinat de l'ambassadeur israélien Schlomo Argov à Londres par le Fatah-Conseil révolutionnaire⁴ (Fatah-CR). Israël veut éliminer la résistance palestinienne au Liban, contraindre la Syrie à quitter le Liban et favoriser la victoire des Forces libanaises afin de propulser leur chef, Bachir Gemayel, à la présidence de la République libanaise. L'armée israélienne bombarde des bases palestiniennes et déploie 100 000 soldats au Sud-Liban. Israël atteint finalement Beyrouth le 14 juin 1982. Une médiation américaine est alors dépêchée pour permettre l'évacuation de l'Organisation de la libération de la Palestine (OLP) et de ses combattants. Le 21 août, sous la protection des Français, Américains et Italiens, et la promesse israélienne de ne pas entrer dans Beyrouth ouest (partie musulmane de la ville), l'OLP est évacuée et la Force multinationale se retire du Liban¹⁸. Cependant, le départ de l'OLP de Beyrouth n'est pas synonyme de la fin du contentieux entre le Liban et Israël. L'Etat sioniste, par mesure de précaution, réhabilite⁵ une « zone de sécurité » sur sa région frontalière avec le pays des Cèdres d'une profondeur d'une vingtaine de kilomètres. Israël en confie le contrôle à une milice qu'il finance, l'Armée du Sud-Liban (ALS). Israël a justifié l'occupation du Sud-Liban jusqu'en 2000⁶ par l'incapacité de l'État libanais à sécuriser sa région frontalière, mettant en danger de mort ses citoyens du fait de la persistance des attaques des terroristes palestiniens, puis des partisans du Hezbollah à partir de 1985.

C'est dans ce contexte de résistance à Israël que va être fondé en juin 1982 le « parti de Dieu » : le Hezbollah. Ce dernier n'a rien d'une organisation ou d'un mouvement politique, il n'est qu'une alliance de groupes politico-religieux chiites libanais engagés dans la résistance contre

³ Organisation palestinienne politique et paramilitaire, créée le 28 mai 1964 au Caire. L'OLP a pendant très longtemps lutté contre Israël pour l'indépendance de la Palestine dans les frontières de 1967. Depuis les accords d'Oslo de 1995, l'OLP qui était qualifiée de terroriste par l'état hébreu est depuis l'interlocuteur majeur pour mettre un terme au conflit israélo-palestinien.

⁴ Mouvement palestinien considéré comme le plus brutal des groupes palestiniens. Plus connu sous la dénomination d'Organisation Abou Nidal, cette organisation est née à la suite d'une scission avec le Fatah de Yasser Arafat au sein de l'OLP. ¹⁸ Chaigne-Oudin A.-L., *Opération Paix en Galilée, Les clefs du Moyen-Orient*, 09/03/2010, consulté le 12/04/2019.

⁵ En mars 1958, Israël lance l'opération « Litani » dans les terres libanaises à une trentaine de kilomètres de sa frontière afin de déloger les combattants palestiniens de l'OLP.

⁶ Da Lage Olivier, *La « zone de sécurité » israélienne au sud du Liban (1985-2000)*, *RFI*, 08/08/2006, consulté le 12 avril 2019.



Israël. Ce n'est que le 16 février 1985, dans le quotidien *As-Safir*⁷, que le Hezbollah révèle son existence⁸. Le parti, financé par l'Iran de l'ayatollah Khomeini et militarisé par les gardiens de la révolution, jure fidélité à ce dernier et s'inscrit dans la mouvance islamiste chiite alors encore peu connu à l'époque. Jurant d'expulser les États-Unis, la France et Israël du territoire libanais et refusant de reconnaître le droit d'existence de l'État hébreu, le Hezbollah entre dès lors dans la lutte armée. Les membres de cette alliance voient dans l'invasion israélienne du Liban une tentative américaine de remodeler le Proche-Orient. L'une des figures de proue de cette jeune alliance, Mohammad Hussein Fadlallah, accuse Israël d'agir pour le compte des États-Unis. Il déclare que l'État sioniste n'est autre que le « chien de garde américain »⁹ dans le monde islamique. Le proto-Hezbollah produit alors un récit alternatif, mis en lumière par Jean-Loup Samaan¹⁰, sur les motivations de l'invasion israélienne du Liban. Ainsi, Israël aurait poursuivi trois objectifs :

- la destruction du Liban afin d'empêcher l'émergence de la Palestine au sein du pays des Cèdres ;
- l'exclusion de l'OLP du jeu diplomatique ;
- le développement d'une coalition judéo-chrétienne contre l'islam et l'arabisme.

Après 165 jours de tractations ininterrompues, c'est le diplomate et médiateur américain Philip Habib qui réussit à poser les bases d'un plan de règlement du conflit. Au milieu du mois d'août un accord est trouvé¹¹ et l'évacuation de Beyrouth est supervisée par une force internationale. C'est à partir de ce moment que les premières actions du Hezbollah commencent. En janvier 1983, c'est une patrouille de l'armée française qui est attaquée à la grenade et en mars ce sont deux patrouilles américaines qui sont prises pour cible. Mais ce sont les attaques contre les membres de la force internationale qui vont propulser le mouvement sur la scène. En avril 1983, un attentat-suicide contre l'ambassade américaine de Beyrouth cause la mort de 63 personnes et le 23 octobre de la même année, deux attentats-suicides simultanés font 248 tués côté américain et 58 côté français. Les représailles des occidentaux n'ont que très peu d'impact sur le développement du

⁷ Quotidien publié au Liban dès 26 mars 1974, édité à Beyrouth et dirigé par Talal Salman.

⁸ Didier Leroy, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, l'Harmattan, 2012, p. 136.

⁹ Interview avec Fadlallah, *Middle East Insight*, Mars-Avril 1988.

¹⁰ Samaan Jean-Loup, *op. cit.*, p. 53.

¹¹ Dans sa lettre du 18 août 1982, le ministre des affaires étrangères libanaises s'adresse aux ambassadeurs des trois pays participant à cette évacuation (France, États-Unis et Italie) afin de s'assurer de la sécurité physique des combattants palestiniens quittant Beyrouth, de la sécurité des habitants de la ville et de ses alentours ainsi que de la bonne restauration de la souveraineté de l'État libanais sur cette même région.



mouvement et sur ses infrastructures. L'organisation chiite ira même jusqu'à commettre des attaques sur le sol français entre le 23 février 1985 et le 17 septembre 1986, tous perpétrés au nom du CSPPA¹² qui en réalité était une couverture du Hezbollah¹³ leur permettant d'agir sur le sol européen en tentant d'éviter les sanctions. De plus, l'attentat contre l'agence mutuelle israélite en Argentine à Buenos Aires en 1994 conforte l'image de groupe terroriste aux yeux des occidentaux.

En parallèle de ces attaques envers les pays occidentaux, le Hezbollah se trouve pris en étau à partir de mai 1985. L'organisation étant alliée aux combattants palestiniens, elle s'oppose à l'organisation chiite libanaise Amal¹⁴, jusqu'alors la plus grande organisation politique et paramilitaire regroupant les chiites libanais, qui, alliée au régime syrien, entreprend d'éradiquer l'OLP du Liban. Les camps palestiniens de Sabra et Chatila, tristement célèbres depuis les massacres en 1982 de centaines de civils palestiniens par les phalanges libanaises, sont de nouveaux bombardés et presque entièrement rasés.

Dès 1987 le Hezbollah prend le dessus sur Amal et l'armée syrienne intervient pour défendre son plus proche allié au Liban, entraînant des affrontements entre soldats syriens et membres du Hezbollah, poussant l'Iran à intervenir et imposer un cessez-le feu. L'enlèvement d'un officier américain de la FINUL¹⁵ en mars 1988 sert de prétexte à Amal pour lancer une offensive de grande ampleur en avril afin de prendre entièrement le contrôle de Beyrouth Sud. Initialement, les combats sont favorables à Amal, le Hezbollah reprend rapidement le contrôle du sud de la ville le 11 mai, poussant une nouvelle fois la Syrie à intervenir afin de mettre un terme à cet affrontement inter-chiite. Ce n'est qu'en octobre 1990 qu'un accord de paix est trouvé entre les deux partis, le Hezbollah sortant comme étant le grand vainqueur de ces affrontements.

À partir des années 1990, le Hezbollah renforce sa branche militaire et élargit sa lutte contre Israël au-delà du Sud-Liban. Ainsi, le 11 avril 1996 est lancée l'opération Raisins de la colère¹⁶. Tsahal réagit aux tirs de 50

¹² Comité de solidarité avec les prisonniers politique arabes et du Proche-Orient.

¹³ Didier Bigo, « Les attentats de 1986 en France : un cas de violence transnationale et ses implications », Partie 1, *Dans la revue Cultures et conflits*, 1991/3 (n°4).

¹⁴ Amal signifiant « espoir » en arabe, est un groupe formé en 1974 par Moussa Al-Sadr qui regroupe une partie de la communauté chiite libanaise, historiquement laissée-pour-compte. Al-Sadr qui au départ prônait la non-violence, s'est rapidement laissé convaincre que la force était quelques fois nécessaires en cas d'injustice, décidant d'armer les « Détachements de la résistance Libanaise » (en arabe : *Afwāj al-Muqāwama al-Lubnāniyya*), plus communément appelé Amal.

¹⁵ La FINUL est la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban, mise en place par les résolutions 425 et 426 des Nations Unies de mars 1978 à la suite de l'invasion du Liban par Israël en 1978 dans le cadre de l'opération Litani.

¹⁶ Opération militaire de l'armée israélienne du 11 au 27 avril 1996 visant les forces Hezbollah au Sud-Liban. Le but de l'opération est de faire cesser les tirs de lance-roquettes dans le Nord d'Israël.



roquettes sur des villes du nord d'Israël entre le 30 mars et le 9 avril, blessant 6 civils. Cette intervention brutale de deux semaines causa la mort de centaines de civils et entraîna des déplacements de dizaines de milliers de civils libanais et israéliens. Sans cesse harcelée par les miliciens du Hezbollah et trouvant peu d'intérêts à envahir le Liban, l'armée Israélienne se retire de ses dernières positions au Sud-Liban en mai 2000, abandonnant de ce fait son allié, l'armée du Sud-Liban, qui se retrouve vite dépassée par le Hezbollah qui prend les positions de cette milice soutenue par Israël. Dès lors le Hezbollah apparaît comme un véritable libérateur aux yeux des habitants du Sud-Liban ainsi qu'un modèle pour les réfugiés palestiniens luttant contre Israël. L'organisation chiite s'impose alors comme un acteur majeur de la vie politique libanaise et un défenseur acharné de l'intégrité du pays du cèdre.

Dès 2004, les Nations Unies tentent, à travers la résolution 1559, de désarmer toutes les milices présentes au Liban dont le Hezbollah et assurer la souveraineté et l'indépendance du Liban :

- « 1. Demande à nouveau que soient strictement respectées la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban, placé sous l'autorité exclusive du Gouvernement libanais s'exerçant sur l'ensemble du territoire libanais ;
2. Demande instamment à toutes les forces étrangères qui y sont encore de se retirer du Liban ;
3. Demande que toutes les milices libanaises et non libanaises soient dissoutes et désarmées ;
4. Soutient l'extension du contrôle exercé par le Gouvernement libanais à l'ensemble du territoire du pays ;
5. Se déclare favorable à ce que les prochaines élections présidentielles au Liban se déroulent selon un processus électoral libre et régulier, conformément à des règles constitutionnelles libanaises élaborées en dehors de toute interférence ou influence étrangère ;
6. Demande instamment à toutes les parties concernées de coopérer avec lui pleinement et sans attendre afin que la présente résolution et toutes les résolutions relatives au plein rétablissement de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politique du Liban soient appliquées intégralement. »¹⁷

Le désarmement du Hezbollah est un échec, le groupe traverse cependant sa plus grave crise depuis la guerre civile libanaise avec l'assassinat le 14

¹⁷ Résolution 1559 du Conseil de sécurité de L'ONU, 2 septembre 2004.



février 2005, du premier ministre Rafiq Hariri. Cet évènement va provoquer la révolution du Cèdre¹⁸ qui voit le retour d'exil du général Aoun et le retrait définitif des troupes syriennes du Liban en 2005. C'est le conflit avec Israël à l'été 2006 qui va remettre le Hezbollah sur le devant de la scène libanaise et faire du parti un symbole de résistance à Israël dans tout le monde arabe (aussi bien chez les sunnites que les chiïtes). Fort de cette côte de popularité grandissante, le Hezbollah entre en conflit avec le gouvernement de Fouad Siniora en mai 2008, causant la mort de dizaines de libanais. Il faut alors des tractations menées par le Qatar pour mettre un terme aux combats. Depuis les élections législatives de 2009, le Hezbollah, bien que défait politiquement, pèse sur la vie politique du pays. Le début de la guerre civile syrienne à partir de mars 2011 va totalement modifier le paysage politique libanais ainsi que l'équilibre des forces.

En 2019, le Hezbollah continue de jouer un rôle majeur dans les conflits au Proche et au Moyen-Orient. Le 26 mars 2019, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a de nouveau appelé à la « résistance » contre Israël¹⁹. Cet appel fait suite à la reconnaissance par décret de Donald Trump de la souveraineté israélienne sur le plateau du Golan, territoire syrien conquis par l'État juif lors de la Guerre des « Six Jours »²⁰ qui est au cœur de la résolution 242²¹. En plus de sa lutte contre l'État hébreu, le Hezbollah soutient notamment Bachar Al-Assad en Syrie et les rebelles houthis au Yémen dans le cadre de la *proxy war* entreprise depuis 1979 entre les puissances iranienne et saoudienne. Leur courant religieux, le chiïsme, explique notamment cela.

La médiatisation du Hezbollah s'accompagne de « diverses représentations plus ou moins fantasmagiques »⁴ de cette organisation. En effet, le « Parti de Dieu » dévoile une facette différente selon ses interlocuteurs. Il est considéré comme étant un groupe terroriste par la majeure partie des pays occidentaux, comme un héros de la résistance contre l'Etat sioniste par la plupart des pays arabes, comme un parti nationaliste indépendant par une majorité des libanais ou encore comme un

¹⁸ Libanais qui s'opposent à la présence syrienne au Liban depuis 1975 et à l'influence qu'elle exerce dans la politique nationale libanaise.

¹⁹ AFP, Décision de Trump sur le Golan : le Hezbollah appelle à la "résistance", *L'Orient le jour*, 26 mars 2019, consulté le 9 avril 2019.

²⁰ La Guerre des six jours est la troisième guerre israélo-arabe et s'est déroulée du 5 au 10 juin 1967. C'est une opération dite préventive qu'entreprend l'Etat Israël, contre l'Egypte, la Jordanie et la Syrie. Israël inflige une sévère défaite au pays arabes, ce qui lui permet d'annexer la bande de Gaza, le Sinaï, Jérusalem-Est, la Cisjordanie et le plateau du Golan. Au sortir de la guerre, Israël a quadruplé son territoire, c'est une véritable humiliation pour les pays arabes.

²¹ La Résolution 242 a été adoptée par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations-Unies le 22 novembre 1982 à la suite de la Guerre des six jours Elle concerne l'annexion des territoires arabes par Israël. Cette résolution est sujette à de nombreuses controverses. Pour cause, la version française est très contraignante, elle parle du retrait d'Israël des territoires annexés, alors que la version anglaise est beaucoup plus conciliante avec l'Etat sioniste. ⁴ Meier D., Qu'est-ce que le Hezbollah ?, *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, n°112, pp. 35-47, p. 35.



« bienfaiteur » pour la communauté chiite libanaise concentrée au Sud-Liban.

En outre, le Hezbollah suscite des interprétations contraires. Dès lors, l'organisation apparaît sous plusieurs visages, complexifiant un peu plus sa classification.

L'émergence du Hezbollah en tant que « parti nationaliste libanais indépendant »

Les années 2000 consacrent le changement de statut du « Parti de Dieu ». Ce dernier se défait avec difficulté de son image de simple milice communautaire chiite, pour finalement devenir un mouvement national libanais.

Le « Parti de Dieu » est contesté pour deux raisons. D'abord, la question de l'armement de la milice chiite divise. Du fait du départ d'Israël du Sud-Liban annoncé par Ehud Barak en mai 2000, certains demandent l'application des Accords de Taëf²² qui prévoient le désarmement de la milice chiite dans le cas où la menace israélienne ne serait plus. Pour le Hezbollah, le départ de l'État sioniste du Sud-Liban ne signifie pas que la « menace israélienne » ne pèse plus sur le pays des Cèdres. Il estime que l'État sioniste est toujours présent au Liban car il occupe les Fermes de Chebaa²³, territoire disputé par la Syrie et le Liban depuis le Mandat français. D'autres l'accusent d'être le cheval de Troie envoyé de l'Iran et/ou de la Syrie. Avec le retrait d'Israël, les frustrations se cristallisèrent autour de la présence syrienne au Liban²⁸. Quand survient l'assassinat en février 2005 du Premier ministre libanais, Rafic Hariri, qui fait suite à sa tentative de renverser les acteurs pro-syriens de l'échiquier politique libanais, le Hezbollah est immédiatement pointé du doigt.

En parallèle, le Hezbollah s'engage ainsi dans un véritable « processus d'intégration dans le tissu politique libanais »²⁴. Le retrait israélien de la « zone de sécurité » est vécu par le « Parti de Dieu » et ses soutiens comme une victoire contre « l'ennemi sioniste », ce qui vient conforter le Hezbollah dans « son identité politico-militaire de groupe national résistant »³⁰. Aussi, Judith Palmer Harik²⁵, professeure de science politique à l'Université

²² Signés le 22 octobre 1989, les Accords de Taëf en Arabie Saoudite mettent fin à la guerre civile libanaise.

²³ Le site de Chebaa se situe sur les pentes sud-ouest du mont Hermont, dont la ligne de crête constitue la frontière entre la Syrie et le Liban. C'est un territoire hautement stratégique puisqu'il offre une vue imprenable sur toute la région notamment sur la plaine de la Bekaa (Liban) au nord-est. C'est également la deuxième plus grande réserve d'eau au Proche-Orient. ²⁸ Les Accords de Taëf reconnaissent l'aide apportée par les troupes syriennes dans la résolution du conflit, et à ce titre ne prévoit pas le retrait des soldats syriens du Liban et se contente de stipuler que ceux-ci devront se replier vers la moitié Est du Liban. Georges Corm, ancien ministre des Finances au Liban, nomme cette occupation « protectorat déguisé ».

²⁴ Palmer Harik Judith, *Le Hezbollah : Le nouveau visage du terrorisme*, Paris, ViaMedias, 2006, 318 p., p. 12 ³⁰ Meier D., 2013, *op. cit.*, p. 41.

²⁵ Palmer Harik Judith, *op. cit.*, pp. 12-14.



américaine de Beyrouth, distingue six autres facteurs facilitateurs de l'intégration du Hezbollah dans le paysage politique libanais. Premièrement, le « Parti de Dieu » bénéficiait du soutien nécessaire de l'Iran, de la Syrie et du Liban pour espérer intégrer la scène politique libanaise. Deuxièmement, les dirigeants du Hezbollah ont entrepris des discussions avec les autorités libanaises et les autres groupes ethniques et religieux du pays de manière à aboutir à des compromis, tout en affirmant leur position militante envers Israël. Troisièmement, les cadres du Hezbollah décidèrent d'adapter leur organisation aux traditions politiques libanaises et à exploiter la nouvelle donne inaugurée par la signature du traité de réconciliation nationale de 1989. Quatrièmement, le Hezbollah entrepris une campagne de séduction à l'intention de la société civile libanaise, notamment grâce à son action sociale qu'il étend à l'ensemble du pays des Cèdres. Il revendique également un changement dans son idéologie, il ne serait plus une milice islamique radicale dont l'objectif était de remplacer l'État laïc par une république islamique s'il en avait l'opportunité, mais un parti libanais classique. Cinquièmement, l'organisation chiite s'en tient au strict respect des « règles établies » par la Syrie, régissant les rapports entre l'État et le Hezbollah en période de conflit, lui permettant ainsi de se parer aux pressions israéliennes et américaines exercées sur les autorités libanaises pour désarmer la milice. Dernièrement, le Hezbollah continue d'afficher une foi profonde et une interprétation littérale des textes, lui conférant une assise religieuse. Grâce à ses facteurs facilitateurs, le Hezbollah devient un mouvement national qui s'enracine dans « l'épaisseur sociale multiconfessionnelle du pays »²⁶, balayant son simple statut de milice communautaire chiite.

C'est dans ce contexte que le « Parti de Dieu » intègre l'exécutif libanais à l'issue des législatives de l'été 2005. Pour la première fois de son histoire, le Hezbollah compte deux ministres dans le gouvernement libanais.

Le Hezbollah : un groupe terroriste djihadiste en puissance ?

En Occident et en Israël, le Hezbollah est considéré comme une entité terroriste. Nicolas Dot-Pouillard²⁷, chercheur à l'Institut du Proche-Orient, distingue deux narrations au sein de ce « bloc ». Pour Israël, le Hezbollah est une figure de l'islamisme khomeyniste qui a pour but ultime la destruction de l'Etat juif. Le glissement rhétorique consiste à décrire comme finalité du mouvement chiite la destruction de l'Etat juif, ce qui n'est pas la réciproque de l'action israélienne au Liban, c'est-à-dire l'anéantissement du pays des cèdres. La première, qualifiée d'« éradicatrice », est partagée

²⁶ Samaan Jean-Loup, *op. cit.*, p. 10.

²⁷ *Ibid.*

notamment par les États-Unis et Israël. Pour les deux alliés, le Hezbollah incarne l'ennemi absolu, la pire forme d'organisation djihadiste. Cette représentation du « Parti de Dieu » est le résultat de la production d'un récit alternatif explicité par Jean-Loup Samaan²⁸. Les États-Unis ont également élaboré un récit alternatif concernant les agissements du Hezbollah⁸. Déjà considéré comme une organisation terroriste avant le 11 septembre 2001, le « Parti de Dieu » incarne le mal en personne pour le Président Georges W. Bush en 2002. Ce dernier dépeint le Hezbollah comme une organisation entièrement sous le joug de l'Iran, pays qu'il considère comme fanatique et obsédé par la destruction d'Israël. Il parle alors d'un « axe du mal ». Dès le 10 octobre 2001, trois individus qui auraient été membres du Hezbollah figurent sur la liste des « terroristes les plus recherchés ». Parmi eux, la figure d'Imad Fayez Mugniyeh, accusé d'être le cerveau des attaques terroristes perpétrées contre les États-Unis. L'importance accordée à Mugniyeh dans les articles de presse et les interviews est impressionnante. La seconde narration, qualifiée d'« hésitante » par Nicolas Dot-Pouillard²⁹, est portée par l'Union européenne. En effet, les États membres considèrent qu'il serait possible de distinguer la branche politique du Hezbollah de sa branche militaire. En juillet 2013, les 28 ministres des Affaires étrangères décident de classer seulement la branche militaire du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne³⁰.

Dans les faits, le « Parti de Dieu » est impliqué dans plusieurs attentats terroristes contre les Occidentaux et les Israéliens au Liban. Au sens *stricto sensu*, le terrorisme est l'exercice unilatéral de la violence par une entité armée ou un État armé contre une population désarmée, avec pour objectif de susciter une peur intense et généralisée destinée à contraindre ou intimider les décideurs politiques. Le Hezbollah a procédé à des kidnappings, à des prises d'otages ou des attentats-suicides, autant de pratiques qui sont considérées comme terroristes. De 1982, date de création de l'organisation chiite, à 1988, le « Parti de Dieu » aurait kidnappé 15 Américains, dont David Dodge, vice-président de l'Université américaine de Beyrouth et 16 Français³¹. Aussi, une des organisations du proto-Hezbollah, l'« Organisation des opprimés de la terre » a détourné le vol 847 TWA en partance d'Athènes en 1985. 39 Américains ont été pris en otage pendant trois semaines. Enfin, le 18 avril 1983, un kamikaze lance une voiture chargée d'explosifs sur les bâtiments de l'ambassade des États-Unis tuant 49 personnes. Ces différents exemples montrent que le Hezbollah peut

²⁸ Samaan Jean-Loup, *Les métamorphoses du Hezbollah*, Paris, Edition Karthala, 2007, 219p., p.68 ⁸ *Ibid.*

²⁹ Dot-Pouillard N., *op. cit.*, p. 92.

³⁰ Dot-Pouillard N., *op. cit.*, p. 91.

³¹ Burgin Maskit, Merari Ariel, Kurz Anat, *Foreign Hostages in Lebanon*, Tel Aviv, Jaffe Center for strategic studies, 1988.



être considéré comme un groupe terroriste, dans la mesure où il s'en est pris à des citoyens américains afin de dissuader les États-Unis à prêter main forte à Israël.

Aussi, des attentats ont été perpétrés à l'encontre de soldats israéliens, américains ou européens. Ces actions ont été menées en marge d'une guérilla, soit « une guerre de libération » contre une occupation militaire et/ou paramilitaire, en l'occurrence israélienne dans ladite « zone de sécurité »³² au Sud-Liban et la présence occidentale au Liban. La victoire des guérilleros ne réside pas dans le domaine du militaire mais dans celui du politique : « en provoquant l'enlisement du conflit, ils le rendent vite coûteux et impopulaire aux yeux de l'opinion publique adverse »³³. L'exemple le plus évocateur est l'attentat du 23 octobre 1983 contre la Force multinationale de sécurité de Beyrouth³⁴, composée de soldats américains, français, italiens et britanniques. Ce double attentat-suicide faisant près de 300 morts s'est soldé par une victoire pour le « Parti de Dieu » : la Force multinationale a, par la suite, quitté le Liban. Cependant, dans le cadre de cette « guerre de libération », les dirigeants du Hezbollah considéraient qu'il était vital pour le parti de briser ce qu'ils nomment le « mythe terroriste », afin de s'assurer le soutien de la communauté internationale et la sympathie de l'opinion publique. Le « Parti de Dieu » adopta et poursuivit une stratégie militaire qui prenait pour cible les forces israéliennes implantées à l'intérieur du Liban, se gardant bien d'attaquer les civils. Ce changement stratégique réduisit considérablement la capacité d'Israël à susciter l'indignation contre le Hezbollah³⁵.

Par conséquent, même s'il n'est plus à prouver que le Hezbollah a commis des attentats terroristes à l'encontre d'Israël et des puissances occidentales, il « excelle à cultiver l'ambiguïté idéologique et cherche à inscrire son action dans un combat de libération nationale »³⁶.

³² À la fin de l'opération « Paix en Galilée » en 1982, Israël délimite une « zone de sécurité » à sa frontière avec le Liban (soit au Sud-Liban). Cette zone, d'une profondeur d'une vingtaine de kilomètre à l'intérieur des terres du pays des cèdres est alors occupée par l'Etat sioniste jusqu'en 2000. Israël justifie cette occupation par l'incapacité de l'Etat libanais à sécuriser sa région frontalière, mettant en danger les citoyens israéliens alors menacés par les attentats d'organisations palestiniennes, puis du Hezbollah.

³³ Gauchon Pascal, Huissoud Jean-Marc (coordonné par), *Les 100 mots de la géopolitique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2017.

³⁴ La Force multinationale de sécurité de Beyrouth a été créée en septembre 1982 pendant la guerre civile libanaise (1975-1989) suite à la demande du gouvernant libanais au secrétaire général des Nations-Unies. Elle regroupe plus de 1 500 soldats américains, français, britannique et italiens et a pour mission d'aider l'armée libanaise à restaurer l'autorité de son gouvernement et d'assurer la sécurité des populations civiles.

³⁵ Palmer Harik Judith, *Le Hezbollah : Le nouveau visage du terrorisme*, Paris, ViaMedias, 2006, 318 p.

³⁶ Le Gouvello Bric, *Le Hezbollah libanais : du pragmatisme politique à la subversion par l'information*, *Sécurité globale*, 2008, n°3, pp. 109-127, p. 111.

Un « Hezbollah-Providence »³⁷ à défaut d'un Etat-providence au Sud-Liban ?

La région Sud-Liban peut être considérée à plus d'un titre comme le fief du Hezbollah. La prégnance du « Parti de Dieu » sur cette région s'explique par la marginalisation systématique de la communauté chiite, majoritaire au Sud-Liban, par ses gouvernants successifs. L'État libanais ne fait pas figure d'exception en la matière, la région a largement été laissée pour compte depuis la création en 1920 du pays des Cèdres. Le vide laissé par l'État a été comblé par de multiples organisations dont le Hezbollah.

La mise à l'écart de la région du Sud-Liban s'explique d'abord sous le prisme du religieux. « Enclave majoritairement chiite dans un environnement globalement sunnite »³⁸, le Sud-Liban a été laissé pour compte du fait de la confession de sa population. En effet, le courant chiite ne représentant qu'à peine 10% de l'islam mondial³⁹, a, comme la plupart des minorités, été marginalisé. Il ne fut reconnu que très tardivement en 1926 par l'Empire ottoman, qui le considérait comme une branche du sunnisme. Le Mandat français au Liban⁴⁰ reproduisit cette mise à l'écart lors de la construction étatique libanaise⁴¹. Cette discrimination sur la base du religieux se traduit notamment en une exclusion économique dans les années 1950. En effet, le Sud-Liban ne connut pas les dynamiques de développement et d'enrichissement dont a bénéficié le reste du pays, notamment Beyrouth. En parallèle, cette région agricole fut obligée de rompre ses relations avec l'un de ses principaux clients, la Palestine, en raison de la fermeture de la frontière libano-palestinienne en 1948. L'exclusion économique de la région pèse sur son développement, la population vivra sans électricité et eau courante jusque dans les années 1960. La population est donc la première pénalisée par cette marginalisation : elle fut touchée par un état de précarité manifeste.

Ce n'est qu'à partir de 1973 que la communauté chiite parvient à faire porter sa voix jusqu'à Beyrouth grâce au « Mouvement des déshérités » (Harakat al-mahrûmîn) porté par Moussa Sadr. Cet imam chiite libano-iranien veut « transformer les « déshérités » en une « communauté-classe » capable de prendre en main son destin »⁴². Le Hezbollah, en tant que parti

³⁷ Samaan Jean-Loup, *op. cit.*, p. 128.

³⁸ Chaib Kinda, Les identités chiites au Liban-Sud. Entre mobilisation communautaire, contrôle partisan et ancrage local, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, n°103, pp149-162, p. 150.

³⁹ Daher Aurélie, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, 482 p., p. 39.

⁴⁰ Le Mandat français sur le Liban a été institué par la Société des Nations le 15 avril 1920. Il prend fin le 2 septembre 1938.

⁴¹ Chaib Kinda, *op. cit.*, p. 150.

⁴² Picard Elizabeth, « De la « communauté-classe » à la résistance « nationale ». Pour une analyse du rôle des chiites dans le système politique libanais (1970-1985) », *Revue française de science politique*, n° 6, 1985, pp. 999-1028.



politique, a un lien de parenté⁴³ avec ce mouvement. À ce titre, il fait de la question sociale des chiïtes libanais une priorité. Le « Parti de

Dieu » se substitue à l'État en mettant sur pieds un véritable réseau d'institutions sociales (hôpitaux, écoles, orphelinats) pratiquement gratuit pour ses usagés au Sud-Liban. Grâce à son action sociale, le Hezbollah gagne le statut de bienfaiteur dans le Sud-Liban, s'assurant *de facto* le soutien indéfectible de la population du Sud-Liban.

Tantôt qualifié de groupe terroriste, tantôt qualifié de « héros de la résistance », le Hezbollah revêt différents visages. Les termes utilisés, qu'il s'agisse de « terroriste » ou « héros de la résistance » sont lourds de sens dans un conflit et à ce titre ils constituent des outils politiques. N'existant aucun modèle scientifique pour la catégorisation de ces termes, les belligérants se servent dans la pléthore de définitions.

Loin de toute appropriation subjective, il est néanmoins possible de qualifier le Hezbollah. À ses débuts, le « Parti de Dieu » n'est rien d'autre qu'un corps communautaire fondé sur un esprit de lutte contre « l'ennemi sioniste » et ses alliés. Se prévalant d'une assise populaire libanaise et arabe, l'importance du Hezbollah n'a cessé de croître au fil du temps au pays des Cèdres. Dès les années 2000 et grâce à une politique de « dédiabolisation », le « Parti de Dieu » se mue en un parti politique national, laissant derrière lui son image de corps communautaire aux prises avec l'État hébreu. L'adaptabilité dont a fait preuve le Hezbollah pour s'immiscer dans la vie politique libanaise témoigne de la résilience du mouvement chiïte. En parallèle, le « Parti de Dieu » a su cultiver son image de résistant et de bienfaiteur, lui assurant une assise qui n'est plus locale (Sud-Liban) mais nationale. Aujourd'hui, c'est un acteur politique puissant au Liban qui dispose d'une branche armée présente au Proche et au Moyen-Orient. En somme, le Hezbollah a su devenir un acteur incontournable sur la scène régionale. Dès lors, l'étude du « Parti de Dieu » est essentielle à la compréhension des enjeux aussi bien sécuritaires, politiques et religieux qui se nouent au Proche et au Moyen-Orient.

Le Hezbollah en Syrie : soutien vital pour un régime en péril

Pour comprendre l'engagement du Hezbollah dans la guerre civile syrienne, il faut tout d'abord analyser les liens qui unissent l'organisation

⁴³ Durant la guerre civile libanaise, le mouvement politique se dote d'une branche armée le « Amal » (l'acronyme de Afwāj almuqāwama al-lubnāniya, les bataillons de la résistance libanaise. Il signifie aussi « espoir ») pour protéger la communauté chiïte. Avec les accords de Taëf en 1989 qui solde la fin de la guerre civile, le Amal se mue en un parti politique. La disparition de Moussa Sadr en 1978, puis la révolution iranienne de 1979 provoquèrent une scission au sein du Amal sur la question de la résistance palestinienne. D'un côté, la majorité des cadres du Amal avait développé un fort antagonisme à l'égard de l'OLP, et de l'autre, le courant islamique du Amal, composé entre autres de Hassan Nasrallah, voyait dans la question palestinienne une importance symbolique.



chiite et le régime baathiste. Le Liban, depuis son indépendance, a toujours été le centre de l'attention pour le gouvernement syrien. Le régime syrien a toujours considéré le Liban comme une scène centrale de sa sphère d'influence régionale⁴⁴. Afin de mieux contrôler les différents partis présents sur le sol libanais, la politique du clan Al-Assad était de diviser pour mieux régner, ne jamais trop favoriser un groupe au lieu d'un autre. De cette façon la Syrie a su se rendre presque indispensable pour les libanais. En témoignent les multiples interventions de l'armée syrienne contre l'armée israélienne au cours de la guerre civile, l'occupation militaire du Liban jusqu'en 2005 ou bien l'accueil de réfugiés et l'aide humanitaire pour les civils libanais lors du conflit de l'été 2006. On distingue trois principales phases de ces relations Hezbollahi-syrienne : la première est une phase de conflit (1982-1993), la seconde une phase d'adaptation (1993-2000) et enfin la troisième - la plus déterminante - une phase de coopération stratégique (depuis le début des années 2000). Du fait de cette coopération stratégique, qui n'apparaissait pas évidente (notamment à cause du soutien du régime syrien pour l'organisation Amal, principale rivale du Hezbollah pendant un moment), le rôle du Hezbollah va évoluer, passant d'une organisation militaire défensive à celle d'un groupe paramilitaire capable de mener des campagnes de grande envergure sur un territoire étranger.

Lors de son discours durant la commémoration de l'Achoura⁴⁵ en novembre 2013, Hassan Nasrallah dépeint la Syrie comme étant un pays qui a été le « *bastion de la résistance palestinienne* »⁴⁶. La résistance palestinienne a été pendant très longtemps dans le monde arabe un facteur de rassemblement, un moyen d'unifier les peuples arabes pourtant très divisés. Cependant les défaites lors des guerres de 1948, 1967 et 1973 ont poussé la plupart des pays arabes voisins d'Israël à négocier la paix avec l'état Hébreu, abandonnant peu à peu la cause palestinienne, livrée à elle-même. L'apparition de mouvements islamistes et indépendantistes chez les palestiniens (FPLP⁴⁷, Hamas, Jihad Islamique Palestinien, etc.) ont favorisés la création un peu partout dans le monde arabe de groupes armés calqués sur le même modèle, c'est-à-dire avec une structure politique, religieuse et la volonté de détruire Israël - même si depuis la majorité des mouvements islamistes qui ont été créés se servent de la cause palestinienne afin de rassembler un maximum d'hommes et servent leurs propres intérêts.

⁴⁴ Leroy Didier, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, l'Harmattan, 2012, p. 68.

⁴⁵ L'Achoura est une fête religieuse musulmane, très importante surtout pour les chiites qui commémorent le massacre de l'imam Hussein, fils du calife Ali ibn Abî Talib (le calife Ali était le fils d'Abû Tâlib, oncle du prophète Mahomet) et des 72 membres de sa famille par les partisans du califat omeyyade lors de la bataille de Kerbala. Pour les chiites, l'achoura symbolise la lutte contre l'oppression et les injustices.

⁴⁶ Déclaration d'Hassan Nasrallah datant du 14/11/2013.

⁴⁷ Front populaire de la libération de la Palestine fondé en 1967, aussi appelé *al-Jabah al-Sha`biyyah li-Tahrir Filastin* dans le monde Arabe.



Bien qu'initialement prudent au début de la révolution syrienne, le Hezbollah ne va avoir de cesse de s'impliquer militairement au-delà de ses frontières. En 2011, le parti souhaite voir la tournure des événements, lui qui avait accueilli plutôt favorablement la chute de Ben Ali, Kadhafi, Saleh et Moubarak, tous connus pour avoir négocié la paix avec Israël, ou bien considérés comme n'étant pas assez virulents à l'égard d'Israël (à l'exception de Saleh, président du Yémen, où le Hezbollah soutenait la cause des Houthis chiïtes bien avant la révolution de 2011). Cependant, la rapide progression des rebelles et la formation de nombreux groupes islamistes, soucieux de prendre leur revanche sur le gouvernement d'Assad - dont le père avait massacré les partisans en 1982 à Hama⁴⁸ -, vont pousser l'organisation chiïte à intervenir militairement en Syrie.

Les premiers rapports d'activistes syriens concernant la présence du Hezbollah sur le sol syrien datent de 2012, moment où des membres de l'organisation traversèrent la frontière pour prendre 8 villages dans le district d'Al-Qusayr (district frontalier du gouvernorat d'Homs, entre le Liban et la Syrie). En 2012 toujours, des membres du Hezbollah participent aux batailles de Zabadani (janvier-février 2012 se soldant par une victoire du régime) et d'Al-Qusayr (février-avril 2012, *statu quo* entraînant une contre-offensive du régime et ses soutiens en 2013). C'est véritablement à partir de 2013 que le Hezbollah change de rôle en Syrie. Bien qu'au début le parti refusait publiquement et officiellement son implication dans la guerre civile, l'augmentation des enterrements de jeunes libanais morts sur le sol syrien contraint le bureau politique de l'organisation de reconnaître ses actions dans le conflit. Dès lors, ce sont des milliers de jeunes combattants chiïtes, sunnites ou chrétiens qui sont envoyés combattre les opposants au régime, alors en difficulté sur la majorité des fronts. La seconde offensive d'Al-Qusayr d'avril à juin 2013 en est la preuve : après 4 mois de lutte acharnée et le déploiement de près de 2000 combattants (en plus des 6000 de l'armée syrienne), le Hezbollah et l'armée syrienne reprennent la ville d'Al-Qusayr aux mains des insurgés. Mais cette victoire a un coût : près de 140 combattants de l'organisation sont morts au combat. Ainsi, il apparaît que l'expertise des combattants du Hezbollah est nécessaire au régime, alors en péril, mais c'est au prix fort que le parti paye cet engagement. Une autre bataille décisive le long de la frontière libano-syrienne se déroula entre novembre 2013 et avril 2014 : la bataille pour le contrôle du Qalamoun. Le Qalamoun est une chaîne de montagnes reliant la route de Damas au Liban. Quiconque contrôle les hauteurs contrôle les voies d'accès du Liban vers la Syrie. C'est également pour la première fois que les combattants du Hezbollah affrontent une coalition de djihadistes menée par le Front Al-

⁴⁸ Les premières émeutes des frères musulmans en Syrie éclatent en 1973. En 1979 on compte près de 10 000 militants des FM. Le massacre de cadets de l'école d'artillerie d'Alep, majoritairement alaouites, en 1979 va déclencher une vague d'attentats à travers tout le pays, notamment à l'encontre du président Hafez Al-Assad. Dans la nuit du 2 au 3 février 1982, un commando des FM s'empare de la ville d'Hama, le régime tiendra le siège pendant près d'un mois, rasant la quasi-totalité de la ville, causant la mort d'au moins 40 000 personnes.

Nusra⁴⁹ et l'Etat islamique en Iraq et au Levant⁵⁰. C'est une nouvelle fois au prix de lourdes pertes que le Hezbollah et l'armée syrienne prennent la majorité des montagnes du Qalamoun.

Cet engagement massif du « parti de Dieu » en Syrie à partir de 2013 provoque de plus en plus de tensions au sein du monde arabe mais aussi de la société libanaise. Au sein du monde arabe car le Hezbollah, bien que majoritairement chiite, était apparu en 2006 comme étant une organisation prônant la résistance à Israël, une sorte d'affrontement entre David et Goliath dont l'organisation libanaise était sortie vainqueur, provoquant une vague de sympathie à son égard, même au sein de nombreux arabes peu favorables aux chiites. Mais cette prise de position aux côtés du régime d'Al-Assad, dont l'armée causa la mort de dizaines de milliers de civils innocents, entraîna un amas de haine vis-à-vis du Hezbollah, mais aussi plus largement des chiites. La société libanaise quant à elle est divisée concernant la posture à adopter à l'égard du Hezbollah : bien qu'une majorité de libanais ne soutient pas Bachar Al-Assad - qu'ils jugent tyrannique et sanguinaire -, la menace djihadiste aux frontières du Liban fait craindre des massacres des populations chiites et chrétiennes du Liban. On peut distinguer quatre phases importantes de l'engagement du Hezbollah en Syrie de 2011 à 2014 :

- des missions d'entraînement en vue d'opérations de contre-insurrection en milieu urbain ;
- la dispense de conseils militaires ;
- des opérations de corsetage ;
- des opérations de combat direct⁵¹.

L'année 2014 fut relativement calme pour le Hezbollah en Syrie, consolidant ses positions à la frontière libano-syrienne et constatant impuissant l'émergence de Daesh et la prise de Mosul en Irak. Toutefois, la présence de quelques membres de l'Etat islamique et d'Al-Qaïda dans ses montagnes entraîna l'attaque du 2 août 2014 à Aarsal (ville en territoire libanais) où pendant 5 jours s'affrontèrent djihadistes et armée libanaise (de nombreux soldats et policiers libanais furent pris en otages et ceux qui ne furent pas libérés ont été retrouvés morts en août 2017 lors de l'offensive du Jouroud de Qaa et Ras Baalbeck, toujours en territoire libanais). À partir de 2015 le Hezbollah relance ses offensives à Zabadani (dans le Rif Dimashq)

⁴⁹ Le front Al-Nosra, rebaptisé Hayat Tahrir al-Cham le 28 janvier 2017 après une fusion avec d'autres groupes djihadistes, est un groupe djihadiste affilié à Al-Qaïda de novembre 2013 à juillet 2016. Il est également l'un des plus grands groupes djihadistes de Syrie et aujourd'hui le plus puissant depuis la chute de l'état islamique.

⁵⁰ Il s'agit de l'ancien nom de l'état islamique, fondé en 2006, avant que le califat ne soit proclamé par Abu Bakr Al-Baghdadi.

⁵¹ Leroy Didier, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, l'Harmattan, 2012, p. 82.



et dans le Qalamoun, toujours dans le but de sécuriser sa frontière avec la Syrie et éradiquer la présence des islamistes sunnites de la région, mais participe aussi à la bataille d'Alep faisant rage depuis 2012. En 2016, l'organisation chiite participe une nouvelle fois aux grandes batailles de l'armée syrienne : les deux batailles de Palmyre et l'offensive vers Deir ez-Zor assiégée depuis 2014. Ce n'est qu'à la fin de l'année 2016 et au début de l'année 2017 que le régime syrien reprend le dessus sur ses opposants modérés ou djihadistes. L'armée syrienne et ses alliés, appuyés par les russes, reprennent Palmyre en décembre 2016, Deir ez-Zor en septembre 2017. Deux victoires très importantes pour le pouvoir en place qui apparaît comme plus fort que jamais. L'année 2017 voit également le Hezbollah participer à la bataille d'Al-Bab au nord d'Alep mais aussi à Deraa au sud⁵², près de la frontière jordanienne. Le « parti de Dieu » engage ses hommes près d'Aarsal en juillet 2017 contre l'organisation Hayat Tahrir al-Sham afin de les chasser définitivement du Liban, consolida sa présence au sud de la Syrie où un commandant dit avoir près de 10 000 hommes prêts à combattre Israël au sud⁵³, ouvrant ainsi un nouveau front proche du plateau du Golan. Enfin, la dernière grosse offensive menée par des hommes du Hezbollah en Syrie est l'offensive de Beit Jinn, tout proche du plateau du Golan, où quelques centaines de rebelles et de djihadistes étaient encore retranchés.

Les véritables objectifs du Hezbollah en Syrie

Lorsque le Hezbollah s'engage militairement en Syrie, ses objectifs ont évolué au cours du temps. En effet, au printemps 2012, lorsque le parti chiite reconnaît avoir envoyé quelques hommes en Syrie, il s'agissait alors selon l'organisation, de protéger les lieux saints chiites. Cette poignée d'hommes fut envoyée à Sayyida Zanab au sud-est de Damas, afin de protéger la mosquée et le mausolée de Zaynab bint Ali ⁵⁴. Toutefois, l'engagement militaire au début de l'année 2013 devient beaucoup plus important, la principale raison avancée : la sécurisation de la frontière syro-libanaise et la lutte contre ce que le « parti de Dieu » appelle les « takfiristes ».⁵⁵ La sécurisation de la région d'Al-Qusayr⁵⁶ est plus stratégique dans l'esprit du Hezbollah que la simple protection de civils

⁵² Waters Gregory, « The Battle for Manshiyah : A Victory in 100 Pictures », *bellingcat*, 2017.

⁵³ Staff Toi, « Syrians rebels near Israel border ordered to surrender by regimes forces », *The Times of Israel*, 2017.

⁵⁴ Leroy Didier, *Hezbollah, la résilience islamique au Liban*, l'Harmattan, 2012, p. 82.

⁵⁵ Les takfiri sont des extrémistes islamistes nés de la scission avec les Frères musulmans et prônent une idéologie ultra-violente : la lutte contre le kâfir, le mécréant. Tout musulman qui n'adhère pas à leur idéologie et leur point de vue est un apostat et il doit être mis à mort.

⁵⁶ News Desk « Flashback : Hezbollah enters Syrian War in April 2013 », *almasdarnews.com*, 2019.

libanais vivants en territoires syrien : en prenant cette région, le parti au drapeau jaune et vert s'assure l'ouverture d'une voie de ravitaillement et d'approvisionnement en armes en provenance d'Iran, traversant la Syrie, jusqu'au Liban. L'objectif du Hezbollah dans le contrôle de la région est donc double : s'assurer du soutien des populations locales en se présentant comme le dernier rempart contre les islamistes (l'organisation joue surtout sur l'inaction du gouvernement libanais dans les différentes attaques transfrontalières des djihadistes, notamment lors de la crise des otages d'Aarsal), permettant ainsi de changer son image au sein même du Liban et du monde Arabe, mais aussi d'augmenter ses capacités militaires, notamment balistiques. Le parti en profite aussi depuis 2013 pour recruter des locaux souhaitant se battre pour le Hezbollah.

L'émergence de l'Etat islamique constitue, en 2014, une menace importante mais aussi une opportunité pour le Hezbollah. La crainte principale est de voir se former au Liban des cellules takfiristes qui pourraient attaquer le parti mais aussi le gouvernement libanais de l'intérieur. À Tripoli, mais aussi à Minieh et Bhannine au nord du Liban, les islamistes ont le vent en poupe, affrontant pendant 4 jours, du 24 au 28 octobre 2014, l'armée libanaise.⁵⁷ Malgré cet échec de l'insurrection au nord du Liban, cela fait prendre conscience au « parti de Dieu » que la menace vient également de l'intérieur. Mais pourquoi l'émergence de l'Etat islamique constitue une opportunité pour le Hezbollah ? Étant très contesté au Liban et dans les autres pays arabes, la lutte contre le « parti de Dieu » n'est plus une priorité (sauf pour Israël). En prônant la résistance à l'Etat islamique et à Israël, l'organisation chiite s'inscrit dans un axe de résistance allant du Liban à l'Iran. Pour autant, cet engagement massif du Hezbollah dans le conflit syrien lui aura coûté très cher : on estime à près de 2000 morts du côté du parti Libanais, ce qui représente un coût humain élevé pour une organisation qui n'aura perdu plus de 500 hommes en 30 ans de lutte contre Israël.

La guerre de l'été 2006 se termine sur une victoire du Hezbollah et débouche sur la résolution 1701 du Conseil de Sécurité de l'ONU, du moins si on en croit l'organisation chiite. Mais la réalité est plus complexe. Lors de cette offensive de grande envergure lancée par le gouvernement Israélien de l'époque, l'objectif majeur était de faire cesser les tirs de roquettes Grad sur le nord d'Israël mais aussi d'éradiquer définitivement le Hezbollah. Tsahal fut stoppée très rapidement au Sud-Liban mais l'aviation israélienne causa de nombreux dommages matériels et humains, essentiellement à Beyrouth (où l'on peut toujours voir les conséquences de ces bombardements aujourd'hui). Au bout d'un mois de guerre, l'armée israélienne se retira du Liban, payant au prix fort son engagement, tout comme la population civile

⁵⁷ Amrieh Antoine, « Order restored in Tripoli as Lebanese Army seizes last militant bastion », *The Daily Star Lebanon*, 2014.



libanaise. La destruction du Hezbollah n'eut pas lieu et cet affrontement déboucha sur ce que redoutaient les militaires israéliens, à savoir l'augmentation de la popularité de l'organisation chiite. Dès lors les deux adversaires de toujours se sont préparés à une autre guerre, encore plus dévastatrice que celle de 2006. C'est ce qui justifie également l'envoi massif de combattants du parti en Syrie, leur permettant d'acquérir une expérience en guerre urbaine indispensable dans le mode de guérilla que pratique le Hezbollah lors de ses affrontements avec l'Etat Hébreu. Mais cela permet aussi au groupe chiite d'asseoir ses positions près de la frontière Israélienne. On distingue alors deux points de très haute tension avec Israël : les fermes de la Chebaa et les environs de la ville de Quneitra, tous deux situés sur le plateau du Golan. Israël observe très attentivement les mouvements du Hezbollah depuis son entrée en guerre en Syrie et s'inquiète de voir des membres des gardiens de la Révolution ainsi que des miliciens libanais si proches de sa frontière. C'est ce qui justifie les centaines de frappes aériennes israéliennes à travers le territoire syrien depuis 2013, afin d'empêcher la constitution d'une milice chiite trop puissante à sa lisière, mais aussi d'éviter l'approvisionnement en armes de haute précision en provenance d'Iran. Selon B. Netanyahu, l'organisation chiite souhaiterait, au cours de la prochaine guerre, infiltrer la Galilée et kidnapper des civils ou soldats israéliens, tout en prenant pendant quelques heures des villes et villages israéliens⁵⁸, ce qui, d'un point de vue symbolique, représenterait un retentissement énorme à travers le monde entier. Le Hezbollah qui se présente comme étant le fer de lance de la résistance islamique, se prépare depuis la prise de la région de Daraa en 2018, à une offensive de grande envergure contre Israël. Cependant les attaques d'Israël contre le Hezbollah et ses alliés ont fortement ralenti les préparations de cette attaque mais ont aussi entraîné des représailles de la part de l'organisation, comme par exemple en 2015.⁵⁹

⁵⁸ « Le Hezbollah a toujours l'intention d'envahir la Galilée » (interview du général Yoël Strick), *I24news.TV*, 2019.

⁵⁹ En 2015 Jihad Mughniyeh, haut gradé au sein du Hezbollah, en charge des préparatifs du groupe sur le plateau du Golan, est tué par une frappe aérienne revendiquée par Israël. En représailles quelques semaines plus tard, une patrouille israélienne est attaquée à proximité de la zone de Har Dov, deux soldats israéliens sont tués et sept autres sont blessés.



La guerre civile syrienne a complètement changé la nature du Hezbollah. Se voulant être un groupe de résistance, son implication dans cette guerre civile va lui permettre d'acquérir une expérience au combat non négligeable, un arsenal de missiles et de blindés plus important que celui de l'armée libanaise. Cet engagement a aussi affecté très durement l'image du parti à travers le monde Arabe. Jugé trop proche de l'Iran par certains, allié d'un tyran sanguinaire pour d'autres, la cause palestinienne semble avoir été délaissée dans les faits par l'organisation, même si dans les mots elle reste très présente, participant à la dégradation de son image.

D'un point de vue militaire et stratégique le Hezbollah a eu un rôle aussi important pour le régime que l'engagement de la Russie sur le théâtre d'opération syrien. Entré en guerre à une période où le régime menaçait de s'effondrer, le « parti de Dieu » a apporté toute son expertise dans le domaine des combats urbains, permettant d'obtenir des victoires décisives pour les loyalistes. Même si en 2013 peu d'experts pensaient que le régime allait tenir et que le Hezbollah n'allait pas disparaître à l'issue de ce conflit, l'organisation chiite apparaît plus affaiblie qu'elle ne l'était à l'aube du conflit de 2006. Paradoxalement c'est cet affaiblissement du Hezbollah qui le rend encore plus dangereux pour les militaires israéliens car les miliciens auraient bien besoin d'une nouvelle guerre avec Israël pour redorer leur blason mais aussi fédérer autour d'un jihad antisioniste.

Israël est aujourd'hui en mesure d'attaquer les premiers, comme en 2006, mais le gouvernement israélien ne veut pas commettre les mêmes erreurs que cet été-là, qui avaient provoquées un véritable tollé au sein de la société israélienne. Pourtant, avec l'arrivée aux commandes de l'administration Trump, le gouvernement israélien se retrouve plus soutenu que jamais par son allié américain, le président Trump donnant carte blanche à Benyamin Netanyahou concernant ses attaques contre les installations iraniennes et du Hezbollah en Syrie mais aussi contre leurs convois. De plus, avec le retour des sanctions économiques contre l'Iran, le Hezbollah se retrouve fortement touché au niveau de ses finances puisque la majorité de ses subventions sont iraniennes. Même si l'Iran dit ne pas vouloir abandonner son soutien financier et militaire au Hezbollah, le « parti de Dieu » se doit d'attendre avant d'entreprendre quelque action que ce soit contre Israël. La crise économique touchant l'Iran plonge *de facto* les économies des organisations qu'elles soutient, dont la principale est le Hezbollah.

La guerre en Syrie a donc permis au Hezbollah d'affirmer ses compétences militaires et lui a donné l'opportunité d'asseoir un peu plus sa domination sur la scène libanaise. Toutefois, le parti aura perdu des milliers d'hommes ainsi que des commandants très expérimentés lors de ces années d'affrontements et le retour des sanctions contre l'Iran ne fait qu'accroître sa vulnérabilité face à Israël. Il est donc très probable qu'un conflit de grande envergure ait lieu dans les années à venir entre le Hezbollah et Israël, peut-



être avant les élections présidentielles américaines, car l'Etat hébreu n'a jamais obtenu un tel soutien inconditionnel de la part d'une administration américaine. Une défaite de Trump aux élections de 2020 pourrait voir ce soutien décroître, d'autant plus qu'une partie des démocrates souhaitent un retour du *Iran Deal* et une baisse drastique du soutien financier à Israël. Tout laisse à penser que la Syrie pourrait être le théâtre de cette future guerre entre Israël et le Hezbollah alors que la guerre civile est entrée dans sa huitième année.



© : Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy, 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

